

Stratégies transversales en matière de protection sociale

- **Adoption d'une démarche fondée sur les droits par le biais de la promotion des normes internationales du travail**

Les normes internationales du travail fixent les « règles », le cadre réglementaire de la protection sociale. Elles servent d'orientation sur « ce qui devrait être » et « ce qui devrait être fait ». Elles constituent le cadre éthique pour la promotion des politiques nationales et les conditions de travail. Plus de la moitié des normes internationales du travail de l'OIT traitent de la protection sociale.

- **Recours au dialogue social pour assurer et renforcer la protection social**

Les politiques de protection sociale ne sont susceptibles d'être efficaces que si les mandants tripartites identifient les problèmes, élaborent des solutions et fixent des calendriers réalistes ensemble. Quand le contexte économique limite les moyens pouvant être consacrés à la protection sociale, une politique nationale élaborée sur la base du tripartisme et du dialogue social devient plus utile encore. L'action du gouvernement, associée au dialogue et à la négociation entre les partenaires sociaux, joue un rôle primordial dans la définition des politiques salariales et l'établissement de la rémunération minimum, du temps de travail, ainsi que du coût, des modes de financement, du niveau et du type des prestations de sécurité sociale.

Que les questions relatives à la protection sociale soient régies essentiellement par la législation, par des conventions collectives ou une combinaison des deux, il est crucial de renforcer la capacité des gouvernements et des organisations d'employeurs et de travailleurs à jouer pleinement leur rôle.

- **Intégration des questions de genre**

L'égalité des genres est une pierre angulaire de la protection sociale. La protection contre la discrimination dans l'accès au travail et sur le lieu de travail, ainsi que la réponse aux besoins spécifiques des femmes, est associée à des démarches proactives dans ce domaine. Aider les femmes et les hommes à trouver un équilibre entre travail et vie familiale est essentiel pour relever les défis que posent l'égalité des genres, les faibles taux d'emploi et le vieillissement de la population.

Protection sociale - L'importance d'une démarche globale

La protection sociale en tant qu'objectif en soi

La protection sociale reflète les objectifs et valeurs consacrés par la Constitution de l'OIT et la Déclaration de Philadelphie. C'est un des piliers de la promotion de l'équité et de la justice sociale. Pour de nombreux travailleurs et leur famille, elle est le miroir de la réalité quotidienne du travail décent.

La protection sociale en tant que moyen d'atteindre d'autres objectifs

- **Emploi et productivité** – L'Agenda global pour l'emploi de l'OIT attire l'attention sur la synergie entre la protection sociale, l'emploi et la productivité.
- **Réduction de la pauvreté** – La protection sociale contribue à la réduction de la vulnérabilité des pauvres et des exclus, en élargissant les possibilités qui s'offrent à eux et en les protégeant contre la discrimination. Elle aide non seulement les individus à échapper à la pauvreté, mais aussi à ne pas y tomber. La protection sociale fait partie intégrante des stratégies de réduction de la pauvreté dans de nombreux pays.
- **Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)** – La protection sociale contribue à la réalisation de plusieurs OMD. En garantissant un revenu en cas de maladie, de handicap ou de vieillesse et en assurant l'accès aux soins de santé, la sécurité sociale contribue à l'OMD 1 « Éradiquer l'extrême pauvreté et la faim ». Les initiatives en matière de protection de la maternité et d'accès aux prestations de sécurité sociale contribuent à l'OMD 5 « Améliorer la santé maternelle ». Le programme de l'OIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail contribue à l'OMD 6 « Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies ». Les politiques de sécurité et de santé au travail et les instruments tels que ceux sur la sécurité chimique, la maîtrise des risques majeurs et le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations) contribuent à l'OMD 7 « Assurer un environnement durable ».

Site sur la protection sociale:
www.ilo.org/public/french/protection



La protection sociale pour tous

Liste récapitulative des domaines d'action et outils

« Les objectifs que vise le développement social nécessitent des efforts constants pour réduire et éliminer les principales sources de détresse sociale et d'instabilité pour la famille et la société. Nous nous engageons à axer spécialement et prioritairement nos efforts sur les situations qui, à travers le monde, compromettent gravement la santé, la paix et la sécurité, et le bien-être de nos populations. »

Sommet mondial pour le développement social

De nombreux pays ont accompli d'énormes efforts pour renforcer la couverture et l'efficacité de la protection sociale. En dépit des progrès réalisés, la protection sociale reste toujours un rêve inaccessible pour des millions de travailleurs et pour leur famille. À ce jour, dans le monde:

- un individu sur cinq bénéficie d'une couverture sociale adéquate;
- **1,3 milliard d'individus** n'ont, selon les statistiques de l'OMS, pas accès à des soins de santé efficaces et abordables;
- **plus de 80%** des 40 millions estimés d'individus atteints du VIH sont en âge de travailler (15-49 ans);
- chaque année, environ **2,2 millions d'individus** meurent des suites d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, **270 millions** sont accidentés au travail et **160 millions** souffrent de maladies liées au travail;
- quelque **1,4 milliard** de travailleurs - soit environ la moitié de la main-d'oeuvre mondiale - ne gagnent pas assez pour franchir le seuil de pauvreté fixé à 2 dollars E.-U. par jour;
- sur les quelque **95 millions** de travailleurs migrants, bon nombre sont relégués dans les emplois « 3 D » - dégoûtants, dangereux et dégradants - dont les ressortissants nationaux ne veulent pas. Les femmes et les hommes qui entrent illégalement dans un pays - environ 15% - sont exposés à des niveaux élevés d'exploitation et de violation des droits de l'homme;
- l'économie informelle s'étend, au point de représenter **80%** de la population active dans certains pays. Le manque de protection sociale en est une « caractéristique déterminante essentielle » (Rapport de la CIT 2002 intitulé *Travail décent et économie informelle*).

La protection sociale est une composante fondamentale de la promotion de la justice sociale et un des piliers de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT.

Le secteur de la protection sociale de l'OIT s'est doté d'un programme global de promotion du travail décent, en particulier dans le cadre des Programmes par pays pour un travail décent (PPTD). Ses domaines d'action sont multiples et une panoplie d'outils a été développée, allant des conseils politiques et de la mobilisation aux bases de données et aux plates-formes d'apprentissage en ligne, en passant par le matériel didactique, des exemples de bonnes pratiques et les profils nationaux. La liste récapitulative qui suit constitue un aide-mémoire de ces grands domaines d'action et outils. Elle donne des indications pour concevoir et élaborer les composants des PPTD en matière de protection sociale et peut être adaptée aux besoins et conditions spécifiques des différents pays.

Le Programme de protection sociale de l'OIT se compose des grands domaines de travail techniques suivants: sécurité sociale, protection du travail (sécurité et santé au travail et conditions de travail et d'emploi), migration internationale de main-d'œuvre et VIH/SIDA et monde du travail. Il accorde une attention particulière à l'extension de la protection sociale aux travailleurs de l'économie informelle.

Renforcement et extension de la sécurité sociale

Domaines d'action: aide au revenu en cas de pauvreté et garantie du revenu en cas de maladie, chômage, invalidité, accident du travail, maternité, vieillesse ou décès d'un des principaux soutiens de famille; assurances et autres mécanismes garantissant l'accès aux soins de santé; allocations familiales et régimes de retraites.

Outils: politiques intégrées en matière de sécurité sociale (gestion financière et bonne gouvernance en vue d'améliorer la qualité, l'accessibilité et la mise à disposition des prestations); stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté (STEP), normes de l'OIT, conception et réforme des systèmes de garantie du revenu, de retraites et de soins de santé; plates-formes d'apprentissage en ligne sur les stratégies de sécurité sociale (GESS), programmes de micro-assurance (GIMI) et insertion sociale (CIARIS), cours universitaires (maîtrise) et apprentissage lié à un projet; bases de données de sécurité sociale et simulations et projections financières, fiscales et actuarielles.



Renforcement de la sécurité et de la santé et amélioration des conditions de travail

Domaines d'action: sécurité et santé sur le lieu de travail, prévention des risques liés aux travaux dangereux et protection contre ces derniers, temps de travail, salaires et revenus, équilibre entre travail et vie privée, protection de la maternité, violence et harcèlement au travail, dignité au travail, inspection du travail, amélioration des conditions de travail et de la sécurité et la santé au travail dans les petites et micro-entreprises, y compris dans l'économie informelle et les zones rurales.



Outils: Principes directeurs concernant les systèmes de gestion de la sécurité et de la santé au travail (ILO-OSH 2001); recueils de directives pratiques (ex : sécurité de l'utilisation des produits chimiques au travail, enregistrement et déclaration des accidents du travail et des maladies professionnelles,

radioprotection des travailleurs, démantèlement des navires); Lutte contre le travail des enfants: manuel à l'intention des inspecteurs du travail; Principes fondamentaux de la sécurité et de la santé au travail*; Programme SOLVE sur la gestion des problèmes psychosociaux au travail ; système intégré de formation à l'inspection du travail (ILITS); Programme sur les améliorations du travail dans les petites entreprises (WISE); Programme similaire appliqué dans le cadre du développement local (WIND); Violence sur le lieu de travail - prévention et riposte*; Un départ sain dans la vie – Guide pratique de protection de la maternité au travail*; Réconcilier le travail et les responsabilités familiales – Enseignements pratiques tirés de l'expérience mondiale*; L'essentiel sur les salaires minimums dans le monde; ainsi que les informations et la base de données bibliographiques disponibles auprès du Centre international d'informations de sécurité et de santé au travail (CIS) et les bases de données juridiques en ligne sur la protection de la maternité, le salaire minimum et le temps de travail.



Promotion de la protection et de l'emploi décent des travailleurs migrants

Domaines d'action: action aux niveaux national, régional et international dans les domaines de la gouvernance et de la gestion des migrations de main-d'œuvre, de la non-discrimination et de la protection et intégration des travailleurs migrants, de la recherche et des politiques d'emploi liées à la problématique migratoire.

Outils: Le Cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre est utilisé pour la mise en place et l'élaboration d'institutions et de politiques efficaces de migration de main-d'œuvre dans les pays d'origine et de destination. Les exemples de bonnes pratiques annexés au Cadre multilatéral sont un outil mis à profit dans le même objectif. Le Cadre s'inscrit dans l'instrument plus global qu'est le Plan d'action de l'OIT pour les travailleurs migrants, adopté par la CIT en 2004. Parmi les autres outils mis au point par le BIT, on peut citer : le Manuel sur l'établissement de politiques efficaces de migration de main-d'œuvre dans les pays d'origine et de destination*; le Manuel sur la migration et l'intégration*; le Guide d'information sur la prévention de la discrimination, de l'exploitation et de l'abus des travailleuses migrantes*; la Base de données en ligne sur les migrations internationales de main-d'œuvre, qui couvre 86 pays; les documents de travail sur les migrations et les perspectives des migrations internationales; et le module concernant les données de migration internationale de main-d'œuvre à incorporer dans les enquêtes auprès des ménages.



Renforcement de la riposte au VIH/SIDA sur le lieu de travail

Domaines d'action: promotion de politiques de protection sur le lieu de travail des droits des travailleurs atteints du VIH/SIDA et extension de l'accès à la prévention, au traitement, aux soins et à l'assistance pour les travailleurs et leurs familles.

Outils: Recueil de directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail; Mise en œuvre des directives pratiques du BIT sur le VIH/SIDA et le monde du travail: Guide d'utilisation; manuel de communication pour un changement de comportement sur les lieux de travail, en cours de traduction (Behaviour Change Communication Toolkit for the Workplace); Manuel sur le VIH/SIDA à l'intention des inspecteurs du travail; Directives conjointes OIT-OMS sur les services de santé et le VIH/SIDA; La lutte contre le VIH/SIDA sur le lieu de travail: identifier et partager les meilleures pratiques*; Recueil de directives pratiques relatives au VIH/SIDA, à l'accès à l'emploi et à la législation du travail, en cours de traduction (Guidelines on addressing HIV/AIDS in the workplace through employment and labour law); Utilisation du Recueil de directives pratiques et du manuel de formation du BIT – Directives à l'intention des juges et magistrats du travail; Composantes de la politique sur le VIH/SIDA dans le monde du travail (Les 10 étapes de la mise en œuvre); Le VIH/SIDA dans le monde du travail : estimations mondiales, impact et riposte*; ainsi que les bases de données en ligne des législations relatives au VIH/SIDA et des profils nationaux.



Protection des travailleurs dans l'économie informelle

Domaines d'action: intégration des travailleurs et des entreprises de l'économie informelle dans les systèmes de gouvernance nationaux et locaux; prévention et indemnisation des risques; liens avec les stratégies de réduction de la pauvreté; et transition vers l'économie formelle.

Outils: outils conçus et adaptés sur la base de ceux cités dans les grands domaines techniques (STEP, WISE, WIND, etc.); salaire minimum dans l'économie informelle; et information sur la législation concernant les travailleurs domestiques.

